Lettre ouverte aux membres du Conseil d'orientation de l'AFPA

Mesdames et messieurs les membres du Conseil d'orientation de l'AFPA,

Au cours des derniers mois, vous avez été alertés à plusieurs reprises par les représentants des salariés de l'AFPA, qu'il s'agisse des organisations syndicales ou des représentants du personnel au sein du Conseil d'Administration. Les statuts de l'AFPA vous confèrent en effet la responsabilité de définir les orientations stratégiques de l'AFPA, ce qui revient en fait à définir un projet d'avenir pour notre Association.

Il s'agit là d'une mission d'importance et, à la veille de la prochaine réunion du Conseil d'Orientation, prévue le 24 janvier 2012, nous souhaitons vous alerter à notre tour : les orientations que vous allez fixer à l'AFPA dans les prochains jours auront des conséquences directes sur le travail quotidien des salariés de l'Association et sur la qualité des formations dispensées. Ce courrier pourra vous paraître un peu long, mais les problèmes sont nombreux et l'enjeu de taille.

Savez-vous ce qui se passe vraiment aujourd'hui dans les établissements de l'AFPA ?

La situation atteint aujourd'hui un point critique : les décisions prises ces derniers mois par la Direction Générale, notamment dans le cadre du Plan Stratégique, ont généré une désorganisation profonde qui porte gravement atteinte au fonctionnement de l'AFPA, et qui chaque jour empêche les salariés de réaliser un travail de qualité pour leurs stagiaires.

Ces derniers mois ont été très rudes pour les salariés qui voient se délabrer chaque jour davantage leur Association, cette AFPA qu'ils ont contribué à construire et à faire vivre depuis tant d'années, succédant aux nombreux formateurs, psychologues, personnels d'appui et de service qui depuis 1946 ont formé des millions de travailleurs, demandeurs d'emploi et salariés.

Vous l'ignorez peut-être, mais les salariés de l'AFPA sont profondément attachés à leur entreprise et à leurs missions ; chaque jour, ils déploient toute leur énergie pour réussir à faire un travail de qualité, quelquefois au détriment de leur propre santé.

C'est afin de témoigner de cette réalité quotidienne que nous avons pris la décision de nous adresser directement à chacun d'entre vous, pour vous décrire une réalité que vous ne connaissez peut-être pas. Les Organisations syndicales sont, vous le savez, déterminées à défendre l'AFPA et à défendre les salariés.

DES CONSTATS

Effectifs. Au cours des 2 dernières années, 2000 emplois ont été supprimés à l'AFPA au niveau national. Dans notre Région, nous avons perdu 188 emplois entre décembre 2009 et décembre 2011, dont 67 formateurs ! Autant de places en formation qui ont été supprimées.

Productivité. Parallèlement, la productivité des formateurs a explosé : le nombre de stagiaires par groupe à augmenté (de 12 à 16, parfois 18) ; on demande aux formateurs de « gérer » 2 groupes en même temps, un groupe de demandeurs d'emploi et une action courte marché privé, bien évidemment au détriment des demandeurs d'emploi en formation longue. Dans la Région Nord Pas-de-Calais la productivité a certes fait un bond de 14% entre 2009 et 2010, mais cette augmentation s'est faite au détriment de la qualité des formations et de la santé du personnel, comme vous le constaterez par la suite.

Transfert de tâches. Le Plan Stratégique a accentué le glissement d'activités exercées jusqu'alors par du personnel d'appui et de service vers les formateurs (achats, gestion des feuilles de présence, etc.). Des organisations défaillantes et des outils inadaptés (dernier exemple en date, le Système Informatisé des Achats – SIHA), au lieu de faciliter le travail ne font que renforcer les difficultés et réduire le temps que le formateur consacre à son cœur de métier, la formation. La situation du personnel d'appui est tout aussi difficile : pourquoi enlève-t-on le travail à ceux qui savaient le faire pour le confier à des salariés qui ne sont pas formés ? Peut-être l'ignorez-vous, mais un formateur AFPA est en face-à-face avec son groupe de stagiaires 35 heures par semaine et ce pendant toute la durée de la formation qualifiante, ce qui exige un investissement important.

Non remplacements. La mesure de Non Remplacement Systématique des Départs et la destruction du dispositif Itinérant ont pour résultat de laisser des stagiaires sans formateurs : les absences d'une semaine ne sont plus remplacées, certains groupes voient se succéder des « surveillants » pour les encadrer, des formateurs d'autres spécialités, du personnel précaire non formé, etc.

Orientation et recrutement. Le transfert de nos collègues de l'orientation à Pôle Emploi a eu des conséquences dramatiques : difficultés d'alimentation de certaines formations, multiplication des problèmes d'orientation de stagiaires. Les psychologues du travail qui sont restés à l'AFPA se voient transformés en « recruteurs » au préjudice de leurs missions d'orientation et de conseil. Un fonctionnement qui avait fait ses preuves depuis tant d'années a non seulement été démoli mais n'a pas été remplacé par une organisation à la hauteur des besoins. Le seul objectif est de « saturer » les formations coute que coute !

Nouvelles organisations. La mise en place du Plan Stratégique et des nouvelles organisations en filières - dont on a pu constater les méfaits dans d'autres entreprises que la nôtre – a généré une désorganisation profonde et instauré un climat de compétition entre les salariés là où autrefois la coopération prévalait. Les Directeurs Régionaux n'ont plus de pouvoirs, privant ainsi les Conseil Régionaux de véritable interlocuteur. Le Plan Stratégique est un échec, il empêche les salariés de faire leur travail et ce sont les stagiaires qui en paient le prix, qui doivent parfois attendre des semaines, avant de toucher leur salaire.

Patrimoine. Les décisions inapplicables prises par le Gouvernement et son refus de prendre en charge financièrement l'entretien du Patrimoine, qui pourtant lui revient de droit, ont créé des situations dramatiques. Dans la Région Nord Pas-de-Calais, l'hébergement du centre de Valenciennes a du être fermé faute de moyens pour le remettre en état. Là aussi, ce sont les stagiaires qui en font directement les frais et ce sont les salariés qui sont du coup inquiets pour l'avenir du centre.

Absentéisme et RPS. Pas un jour ne se passe sans que nous soyons interpellés par des salariés en difficulté, en détresse, en souffrance… et les accidents du travail liés aux risques psychosociaux se multiplient. L'absentéisme a atteint des sommets en 2010 : un taux de fréquence des accidents du travail qui est le double du taux des autres organismes de formation, une moyenne de jours d'absence par salarié de 23,5 jours soit de 40% supérieur à la moyenne nationale ! (23,4 jours dans

la Région Nord Pas-de-Calais). Et les chiffres de l'année 2011 s'annoncent encore plus désastreux. Tous les indicateurs sont au rouge, et l'ensemble des rapports d'expertises réalisés à l'occasion de la mise en place du plan stratégique concordent et pointent la gravité des risques auxquels les salariés sont exposés.

DES EXEMPLES

Les constats et les chiffres ont leurs limites : ils sont impuissants à incarner une réalité quotidienne, la réalité que vivent chaque jour salariés et stagiaires. Aussi avons-nous choisi d'illustrer nos propos en témoignant de quelques situations emblématiques que nous rencontrons au quotidien dans les sites de formation implantés en Nord Pas-de-Calais.

Hazebrouck

- Plusieurs sections sont fermées ou fermeront prochainement : maçonnerie, soudage et mécanicien d'équipements et de matériels parcs et jardin, la seule formation de ce type dispensée au Nord de Paris ! Ces décisions sont d'autant plus incompréhensibles que les besoins sont présents, et l'emploi également ! Et ce qui est encore plus incompréhensible, d'importants travaux viennent d'être faits pour moderniser les plateaux techniques et les locaux.
- Le 2 janvier, des stagiaires "antennistes" se sont retrouvés à leur retour de vacances sans enseignant pour terminer leur formation ! Ils sont toujours sans formateur à cette date ! On peut douter, alors que l'on nous rebat les oreilles avec la qualité et la sécurité, du sérieux des décisions prises par nos managers qui mettent en danger les possibilités de réussite à l'examen de fin de formation de ces stagiaires !!! Quelle est cette AFPA qui méprise à ce point son personnel et qui chaque jour met en difficulté nos bénéficiaires ?

Valenciennes

- En novembre les stagiaires ont signé une pétition. Leur demande à la direction : ne plus manger dehors alors que « *l'hiver approche à grands pas ; froid, vent, gel… nous menacent* ». Pourtant, le Conseil Régional attribue des crédits à l'AFPA pour la restauration des stagiaires ; parallèlement la DG a décidé d'une augmentation importante des tarifs pour que la restauration parvienne à l'équilibre économique. Résultat : des stagiaires, de plus en plus nombreux, n'ont plus les moyens de manger à la cantine et les retards dans le versement de la paie ne font qu'aggraver ces difficultés.
- Un formateur Tuyauteur témoigne : il a choisi de rejoindre l'AFPA il y a 3 ans pour transmettre son savoir-faire et accepté une perte de salaire. Aujourd'hui il fait état de sa démotivation et s'interroge sur son avenir : depuis qu'il est arrivé, la durée de sa formation a été réduite de 40% - avec bien sûr les mêmes objectifs à atteindre – le nombre de ses stagiaires a augmenté de 50%, son atelier n'a pas été adapté, on a diminué de 25% sa matière d'œuvre. On lui demande toujours de faire un travail de qualité et d'amener ses stagiaires au Titre… à lui de trouver les moyens.

Berck / Boulogne

- 32 stagiaires inscrits en formation Assistante de Vie aux Familles ont été informés de l'annulation de leur formation 3 semaines avant le démarrage. Faute d'entretien, les locaux où se déroulaient les formations ont été déclarés insalubres. La direction a décidé de fermer les deux sections ADVF, une seule serait conservée sur le site de Berck (loin du bassin d'emploi des stagiaires de Boulogne). C'est pourtant une formation qui trouve toute sa place sur ce territoire : les stagiaires – souvent peu mobiles pour ces formations – sont nombreux à attendre une formation sur ce secteur en tension.
- Les stagiaires AEB se forment dans des conditions déplorables : le bâtiment est dépourvu de salle de cours et de sanitaires, de plus le bâtiment n'est pas en conformité avec la sécurité incendie. Un mur "pédagogique", bâti à la sauvage est lézardé en son milieu, il n'y a pas de lieu de stockage pour la matière d'œuvre!
  Un budget avait été alloué en 2009 dans le cadre du CPER, les travaux devaient démarrer en mars 2012. A la dernière minute, nous apprenons que les travaux sont suspendus à une décision de la DG qui a décidé le gel des investissements, y compris ceux du Conseil Régional !
- Les travaux nécessaires à l'hébergement n'ont pu se faire faute de budget. Les sanitaires des hébergements stagiaires sont dans un état déplorable et l'ouvrier d'entretien

(chef d'équipe) qui travaille seul est contraint de faire des réparations de fortune. Le personnel se demande s'il n'y a pas une volonté de laisser se dégrader les locaux pour ensuite s'appuyer sur une vétusté et mieux justifier la fermeture du centre.

Liévin / Arras

- Sur le site d'Arras, les stagiaires sont entassés à raison de 16 par formateur sur une surface d'environ 50 m^2. Les locaux sont dégradés et non entretenus ; les salariés n'ont aucune vision de leur avenir : il leur est toujours expliqué que ce site est appelé à fermer. Sur 6 formateurs, 3 sont en CDD et pour certains depuis des années. Certaines formations étant mises en sommeil durant quelques mois, les salles sont entièrement déséquipées pour éviter le vol et le formateur est contraint de réinstaller l'ensemble des matériels informatiques le jour de sa prise de fonction. Lorsqu'un formateur est absent, le collègue voisin assume son groupe en plus de celui dont il a la charge sur deux salles différentes. Etant un site détaché, les équipements et les services administratifs sont réduits comme « peau de chagrin » et chaque formateur ne possède pas son propre poste informatique, le privant ainsi de toutes les ressources d'information.
- Le bâtiment Espace Ressources Emploi est fermé 10 jours, pour cause d'inondation. Des infiltrations sont constatées depuis des années, sans remède. Résultat : 28 stagiaires répartis dans des salles de réunion, sans aucun matériel de formation.

Roubaix

- On met en avant l'accompagnement des stagiaires or, on demande à l'Animateur Socio Educatif de faire un travail de saisie autrefois réalisé par un agent d'accueil. Motif : plus personne pour le faire… Cela sans se préoccuper des compétences de la personne et du métier pour lequel l'AFPA l'a embauché. Encore moins des besoins des stagiaires…
- La désorganisation est totale dans le centre. Les informations nécessaires à l'accueil du public ne sont toujours pas transmises aux salariés de l'accueil. Les « clients » mécontents se multiplient et le personnel s'épuise à rechercher les informations et à faire face à la montée des plaintes. Résultat : en quelques semaines, les accidents de travail et arrêts se sont succédé sur ce poste… Pourtant, les salariés ne demandent qu'une seule chose : pourvoir faire leur travail !

Lomme

- Deux droits d'alerte DP et CHSCT ont été déposés auprès de la Direction, suite au courrier rédigé par les assistantes de direction des centres, adressé à la Direction Générale. Celles-ci y pointent la surcharge de travail engendrée par le non remplacement de 2 postes d'assistante de direction : on leur demande en effet d'absorber la charge de ces 2 salariées non remplacées… Comment imaginer un centre sans son assistante de direction ! Le DG n'a pas pris la peine de répondre à ce courrier.
- Conséquences du Non Remplacement Systématique des Départs et de la réduction constante du dispositif itinérants, des formateurs d'un genre nouveau sont découverts dans les centres : « les retraités auto entrepreneurs ». Ces mercenaires de la formation n'ont qu'une éthique : assurer « des fins de mois difficiles » et pour l'AFPA, un avantage non négligeable, augmenter la flexibilité en fonction de la demande, sans impacter la masse salariale (première variable d'ajustement pour notre DG). Dans les deux cas, la qualité de la formation dispensée aux stagiaires reste secondaire et sans contrôle.

Calais

- Au printemps 2010, un groupe de stagiaires a eu 6 formateurs différents sur 4 mois, le service itinérant étant en voie de démantèlement pour être remplacé par des CDD.
- Les difficultés rencontrées par les formateurs pour commander les fournitures pédagogiques s'accumulent. Dernière réponse du manager à un formateur qui l'interpelle pour la valider sa commande « Qu'est-ce que je peux faire ?». Ne pas pouvoir se fournir en matériaux pédagogiques ou ne pas savoir quand, où, comment les commandes vont arriver est insoutenable pour les formateurs et leurs stagiaires et contraire aux cahiers de charges établis avec nos financeurs !
- Les formateurs qui ont mis plusieurs années à construire un réseau d'entreprises au bénéfice de leurs stagiaires (PAE, emploi et jury d'examens) se voient interdits de « contact » avec ces entreprises lors des séances de certification (cette interdiction n'est pas légiférée mais imposée par la direction) ! Les entrepreneurs qui se déplacent pour assister en tant que jury d'examen à la validation des stagiaires sont mal accueillis ou pas accueillis du tout. Résultat, le réseau tombe et

les stagiaires risquent la non certification faute de jury. Cette situation, qui touche les formateurs dans leur cœur de métier, compromet à court terme des sessions de certification et à moyen terme, les années de travail investies pour rester près des entreprises et de l'emploi.

- L'accompagnement de la mobilité fonctionnelle, promise par l'accord GPEECC « gelé » par la DG pendant un an, le système d'achats informatisés, ainsi que le discours contradictoire de la direction sur la fermeture des sections préparatoires a directement contribué à un accident de travail d'un membre du personnel à Calais. Nous ne mesurons pas encore les conséquences de cet accident (du au stress au travail) sur la santé de notre collègue.

Direction Régionale

- Un déménagement chaotique, où le manque de budget pour l'achat de nouveaux photocopieurs en réseau se fait sentir, obligeant ainsi les salariés du service facturation à faire des allers retours, plusieurs fois par jour, de plus de 50 mètres pour éditer leurs factures ! Des outils informatiques non fonctionnels accouplés à un réseau intranet dont la lenteur déclenche chez les salariés des situations de tension permanentes.

Cantin

- Des formateurs sont régulièrement détachés sur des actions courtes en marché privé, sans que leur remplacement ne soit assuré puisque souvent le groupe en structure est mis en présence d'un surveillant. Récemment un formateur devant assurer ce type de formation et à qui on devait fournir tous les documents s'est vu remettre le vendredi matin un paquet d'environ 3000 photocopies non triées à mettre dans des pochettes plastique et à insérer dans l'ordre dans les classeurs de formation sans délai puisque les stagiaires entraient dès le lundi. La formation a été annulée en catastrophe et les stagiaires décommandés. Le formateur a été en arrêt 15 jours pour essayer de se reconstruire.

Maubeuge

- Faut-il craindre la disparition du centre AFPA de Maubeuge ? A en croire certains éléments, on peut légitimement le penser : 13 formations ont été supprimées ou déplacées (Préparatoires tertiaire, industrie et bâtiment - Secrétariat - Comptabilité - Menuiseries bois et aluminium - Poseur installateur menuiserie fermeture extérieure - Maintenance industrielle - Agent de fabrication industrielle, etc.). Les effectifs CDI ont fondu de 40% en – de 5 ans (seulement 33 CDI en 2012). Aujourd'hui le centre semble ne plus vivre et quand on regarde les bâtiments on voit la signature de l'abandon ; il manque des gouttières, des plaques de crépi se décollent, des dalles de plafond tombent, etc. Où sont passés les stagiaires qui grouillaient à l'accueil, à la machine à café ou qui se promenaient dans les allées au moment de la pause ? Tout est de nature à inquiéter le personnel du centre de Maubeuge. Dernière information en date : alors que l'on constate une pénurie de main d'œuvre dans l'usinage et que pour y remédier le GRETA ouvre une nouvelle formation, l'AFPA de Maubeuge ferme deux formations sur ce secteur (Tournage et Fraisage) après avoir investi plus de 75.000 € dans des centres d'usinage à commande numérique en 2011. Quelle est la logique à tout cela ?

Des exemples de ce type, nous pourrions vous en rapporter pendant des heures… Le voilà, notre quotidien de salariés à l'AFPA, voilà ce à quoi nous ont conduit les décisions prises ces dernières années.
Sachez que si vous laissez se poursuivre la politique menée jusqu'à maintenant par la Direction actuelle de l'AFPA, vous donnerez un signal clair aux salariés : celui d'un mode de management brutal imposant de force des changements dévastateurs mais aussi la poursuite de la dégradation des conditions de travail des salariés qui les emmène droit vers le découragement, la fatigue, la désespérance…

Souhaitez-vous que demain l'AFPA fasse la une de l'actualité parce que certains de ses salariés auront commis un acte désespéré ?

Pourtant, des solutions existent, nous en sommes persuadés. Ce sont les salariés qui portent l'AFPA, c'est grâce à leur implication, à leur expertise, à leurs savoir-faire, à leur souci de la qualité et du travail bien fait que l'AFPA continue à fonctionner. Dans le contexte de crise que nous connaissons, le pays, l'économie, les citoyens ont plus que jamais besoin de l'AFPA.

Nous attendons qu'un véritable projet de développement dans la durée et dans un cadre national soit construit pour l'AFPA, un projet qui lui donne les moyens humains et matériels permettant aux salariés de faire à nouveau un travail de qualité.

Nous attendons également que des mesures immédiates soient prises pour protéger la santé des salariés et remettre en place des conditions de travail dignes et respectueuses des hommes et des femmes.

Nous savons que c'est possible : l'AFPA a englouti plus de 20 millions d'€ au profit de cabinets de consultants et d'un nouveau siège, l'urgence est aujourd'hui d'investir sur les hommes et les femmes.

Nous considérons que la formation professionnelle est un investissement social indispensable pour notre pays qui ne se mesure pas que sur des critères économiques et sur un taux de retour à l'emploi à court terme.

Nous sommes conscients que l'AFPA est aujourd'hui sur le fil du rasoir : les orientations qui vont être prises la pousseront soit vers le chaos et le démantèlement, soit vers un projet de reconstruction et d'avenir.

Et c'est ce choix qui est en partie entre vos mains !

Nous espérons que par ce courrier vous aurez entendu la voix des salariés que nous représentons et que vous saurez faire des choix garantissant l'avenir de l'AFPA.

Nous confions également ce courrier à nos représentants au Conseil d'Administration.